

**Ordonnance n°87.289 du 20 octobre 1987 instituant les communes
(consolidée)
(J.O N° 696-697 28 octobre 1987)**

Article Premier : La commune est une collectivité territoriale de droit public dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Pour l'exercice des compétences que lui confère la loi elle dispose d'un budget, d'un personnel et d'un domaine propre.

Article 2 : La commune est chargée de la gestion des intérêts communaux. Elle assure les services publics répondant aux besoins de la population locale et qui ne relèvent pas, par leur nature ou leur importance, de la compétence de l'Etat.

Dans ce cadre, les compétences de la commune comprennent notamment :

- la voirie locale ;
- la construction, l'entretien et l'équipement des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental;
- la construction, l'entretien et l'équipement des dispensaires et centres de protection maternelle et infantile;
- l'alimentation en eau et l'éclairage public; en cas de concession, un décret approuve le cahier des charges ;
- les transports urbains, sanitaires et scolaires;
- la lutte contre l'incendie;
- l'hygiène;
- l'enlèvement des ordures ménagères;
- les marchés;
- les abattoirs;
- les équipements sportifs et culturels communaux;
- les parcs et jardins;
- les cimetières;
- l'assistance aux indigents;
- l'aménagement et la gestion des zones concédées par l'Etat à la commune.

Le transfert des compétences antérieurement exercées par l'Etat ou la région intervient selon les modalités prévues au titre V de la présente ordonnance.

Article 3 (nouveau) : Toute agglomération urbaine ou rurale peut être érigée en commune par décret pris en Conseil des Ministres sur rapport du Ministre chargé de la Décentralisation. Ce décret fixe le nom, le siège

et les limites territoriales de la Commune.

Les communes d'une même aire géographique peuvent se regrouper dans le cadre d'une structure intercommunale, en vue de réaliser les objectifs communs dans l'intérêt de leurs populations.

Un décret fixera les modalités d'application de cette disposition.

Article 4 (nouveau) : La suppression d'une commune est prononcée par décret pris en Conseil des Ministres sur rapport motivé, présenté conjointement par les Ministres chargés de la Décentralisation, de l'Aménagement du Territoire et de l'intérieur.

Article 5 (nouveau) : Le territoire d'une commune peut être divisé en plusieurs circonscriptions électorales par arrêté du Ministre chargé de la Décentralisation. Un décret fixera les modalités d'application du présent article.

Article 6 : Le corps municipal de chaque commune se compose du conseil municipal, du maire et d'un ou plusieurs adjoints.

**TITRE PREMIER : Le conseil
municipal Chapitre I :
Fonctionnement du conseil municipal**

Article 7 : Le nombre des membres du conseil municipal est fonction du nombre d'habitants de la commune. Il est de :

- 9 membres pour les communes dont le nombre d'habitants est inférieur à 1 000 ;
- 11 membres pour les communes dont le nombre d'habitants est compris entre 1 001 et 3 000 ;
- 15 membres pour les communes dont le nombre d'habitants est compris entre 3 001 et 5 000 ;
- 17 membres pour les communes dont le nombre d'habitants est compris entre 5 001 et 10 000 ;
- 19 membres pour les communes dont le nombre d'habitants est compris entre 10 001- 20 000 ;
- 21 membres pour les communes dont le nombre d'habitants est supérieur à 20.000.

Les dispositions du présent article ne sont applicables aux treize communes déjà créées qu'à compter du prochain renouvellement général.

Article 8 (nouveau): Le Conseil municipal se réunit obligatoirement une fois par trimestre en session ordinaire. La durée de chaque session ordinaire ne peut excéder 10 jours ouvrables consécutifs. Cette durée peut être prolongée par arrêté de l'autorité de tutelle, sur demande du maire.

Au cas où le maire s'abstient de convoquer le conseil municipal à l'une des sessions ordinaires obligatoires, la tutelle peut se substituer à lui et convoquer le conseil.

Si pour deux sessions ordinaires successives le maire s'abstient de convoquer le conseil, le Ministre chargé de la Décentralisation peut suspendre le maire par arrêté. La suspension ne peut excéder 2 mois.

Article 9 : Le maire réunit le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile sous réserve de l'approbation préalable de l'ordre du jour par l'autorité de tutelle. Il est tenu de convoquer

le conseil pour se réunir en session extraordinaire si la moitié des membres de celui-ci ou l'autorité de tutelle en fait la demande. Cette session extraordinaire ne peut durer plus de cinq jours.

En cas de refus du maire de convoquer le conseil conformément aux dispositions du précédent alinéa, l'autorité de tutelle pourra s'y substituer et convoquer le conseil.

Article 10 : Le maire convoque le conseil municipal par lettre ou par tout autre moyen approprié. La convocation doit parvenir au lieu de résidence habituelle de chaque conseiller municipal au moins trois jours avant la réunion et mentionner les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le conseil municipal délibère en assemblée plénière. Il ne peut valablement délibérer que si au moins la moitié de ses membres en exercice assistent à la séance et uniquement sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Le maire doit s'opposer à la discussion de toute question non inscrite à l'ordre du jour.

Quand, après une première convocation, le conseil municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération prise après une deuxième convocation, envoyée au moins trois jours francs après le jour fixé pour la réunion précédente, n'est valable que si le tiers (1/3) au moins des membres en exercice assiste à la séance.

Si cette deuxième assemblée ne réunit pas le tiers des membres en exercice, il peut être convoqué, dans les formes et délais prévus à l'alinéa précédent, une troisième qui délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Article 11 : Le maire établit l'ordre du jour et le communique à l'autorité de tutelle qui dispose d'un délai de huit jours pour le modifier et y inscrire les questions supplémentaires qu'elle entend soumettre à l'examen du conseil.

Le maire arrête l'ordre du jour définitif qui est envoyé à l'autorité de tutelle trois jours au moins avant la date d'ouverture de la session.

Article 12 : L'autorité administrative locale ou son représentant assiste aux séances. Elle ne prend pas part au vote. Elle peut, à tout moment, présenter toutes observations utiles aux délibérations du conseil, qui sont consignées au procès-verbal.

Article 13 : Assiste aux séances à titre consultatif et pour les objets entrant dans ses attributions, le personnel en fonction dans les services municipaux convoqué par le maire, soit à l'initiative de ce dernier, soit à la demande de l'autorité administrative locale.

Article 14 : Le maire préside le conseil municipal. En cas d'absence ou d'empêchement, le conseil municipal est présidé par l'un des adjoints suivant l'ordre des nominations. Lors de l'examen et du vote du compte administratif, la séance est présidée par un membre du

conseil municipal élu à cette occasion. Le maire assiste à la séance, mais doit se retirer avant le vote du compte administratif.

Article 15 : Les séances plénières du conseil municipal sont publiques. Cependant, sur demande du maire, l'autorité de tutelle ou du tiers des membres du conseil, le huis clos peut être prononcé. Le maire exerce la police de la réunion. Il peut faire expulser tout individu qui trouble l'ordre public.

Article 16 : Les délibérations du conseil municipal sont prises à la majorité simple des membres présents. Le vote a lieu au scrutin public. En cas de partage égal des voix la voix du maire est prépondérante.

Article 17 : Il est dressé procès-verbal des séances. Ce procès-verbal est transcrit sur un registre des séances coté et paraphé par le maire.

Article 18 : Toutes les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par l'autorité de tutelle et signées par tous les membres présents à la séance.

Article 19 : Les délibérations du conseil municipal sont adressées sous huitaine à l'autorité de tutelle qui peut provoquer un nouvel examen , par le conseil municipal, d'une question dont celle-ci a déjà délibéré, s'il ne lui paraît pas possible d'approuver la délibération prise.

Article 20 : Le conseil municipal forme en son sein des commissions permanentes ou temporaires pour étudier les questions d'intérêt communal. L'organisation et le fonctionnement de ces commissions sont précisés dans le règlement intérieur du conseil.

Article 21 : Le conseil municipal établit son règlement intérieur dans un délai ne dépassant pas soixante(60) jours à compter de la date de sa première réunion.

CHAPITRE II : Suspension et dissolution

Article 22 (nouveau): Le conseil municipal peut être dissous par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition motivée du Ministre chargé de la Décentralisation.

En cas d'urgence, le Conseil municipal peut être suspendu par arrêté du Ministre chargé de la Décentralisation.

La durée de la suspension ne peut excéder deux mois à l'exception de la durée de la suspension prévue à l'alinéa 2 de l'article 23 ci-dessous.

La dissolution générale des Conseils municipaux peut être prononcée

par décret pris en Conseil des Ministres.

Il est procédé dans ce cas à des élections générales dans un délai n'excédant pas six (6) mois.

Article 23 (nouveau): Lorsque le Conseil municipal a perdu par suite de démission, décès ou tout autre motif, au moins le cinquième (1/5) de ses membres, il est complété par voie d'élection partielle dans un délai de six (6) mois à compter de la dernière vacance.

Lorsque, par les mêmes causes, le conseil municipal a perdu la moitié de ses membres, Ministre chargé de la Décentralisation constate sa suspension de plein droit jusqu'à ce qu'il soit complété.

Article 24 (nouveau): Un conseiller municipal n'ayant pas répondu à trois convocations consécutives aux réunions du conseil municipal sans motif valable, sera considéré comme démissionnaire. La démission sera constatée par un arrêté du Ministre chargé de la Décentralisation. Le conseiller démissionnaire ne pourra être candidat à de nouvelles élections municipales avant un délai de 5 ans.

Article 25 : Les mandats des conseillers issus d'élections complémentaires prennent fin à la date où doivent expirer les mandats des membres qu'ils remplacent.

Article 26 : En cas de suspension, de dissolution ou démission collective d'un conseil municipal ou lorsqu'un conseil ne plus être reconstitué, une délégation spéciale, nommée par décret pris en conseil des ministres, en remplit les fonctions jusqu'à ce que le conseil municipal soit reconstitué.

Le nombre des membres de la délégation spéciale ne peut être inférieur à six ni supérieur à neuf. Le décret de nomination désigne le président de la délégation.

La délégation spéciale et son président remplissent respectivement les fonctions du conseil municipal et du maire pendant une durée qui ne peut excéder six mois.

Article 27 : Toutes les fois que le conseil municipal a été dissout ou suspendu pour avoir perdu plus de la moitié de ses membres, il est procédé à l'élection des membres du nouveau conseil municipal dans les six mois à dater de la dissolution ou de la suspension, à moins que l'on ne se trouve dans les douze mois qui précèdent la date du renouvellement général des conseils municipaux.

CHAPITRE III : Attributions du conseil municipal

Article 28 (nouveau) : Le Conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il exerce notamment les attributions suivantes :

- il vote le budget communal, examine et approuve les comptes

- administratifs et de gestion ;
- il détermine les ressources de la commune telles que définies aux articles 68 et suivants ;

- il fixe chaque année, en concertation avec l'autorité administrative locale, les conditions de réalisation des actions de développement dans les domaines où il est nécessaire de coordonner l'action de la commune et de l'Etat;
- il décide du classement, du déclassement, de l'affectation et de la désaffectation des biens du domaine public de la commune;
- il décide de la création et de l'organisation des services publics municipaux et de leur gestion soit par directe, soit par concession ;
- il crée les emplois municipaux ;
- il règle par ses délibérations les affaires fiscales qui relèvent de sa compétence en conformité avec le Code Général des Impôts ;
- il décide des contributions que la commune apporte aux actions relevant de la compétence de l'Etat et exercées sur son territoire;
- il adopte le cahier des charges des concessions domaniales qui sont accordées par l'Etat à la commune dans les conditions fixées par les textes en vigueur ;
- il autorise le maire à procéder à toute transaction, vente acquisition au nom de la commune pour un montant supérieur à un seuil fixé par un arrêté conjoint des Ministres chargés de la Décentralisation et des Finances ;
- il autorise le maire à accepter les dons et legs.

Article 29 : Le conseil municipal donne son avis sur toutes les affaires qui présentent un intérêt local, notamment au plan administratif, économique, social ou culturel, et toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements ou demandé par l'autorité de tutelle et notamment sur tout document d'urbanisme et plan de lotissement élaboré par l'Etat.

Il est préalablement informé de tout projet devant être réalisé par l'Etat, la région ou tout autre organisme public sur le territoire de la commune.

Il peut émettre des vœux sur tous les projets d'intérêt communal, à l'exclusion de ceux ayant un caractère politique.

Article 30 : Les délibérations du conseil municipal doivent être adressées dans les huit jours suivant leur adoption à l'autorité administrative locale par le maire.

CHAPITRE IV : La tutelle sur les délibérations du

conseil municipal Article 31 : Sont nulles de plein

droit :

- Les délibérations portant sur un objet étranger aux attributions du conseil municipal et celles prises hors des locaux officiels ou en dehors des sessions légales.
- Les délibérations prises en violation de la législation réglementaire,
- Les délibérations auxquelles ont pris part des membres du conseil municipal intéressés soit en leur nom propre, soit comme mandataire à l'affaire qui en a fait l'objet.

Article 32 : Ne sont exécutoires qu'après approbation conjointe des Ministres chargés de la Décentralisation et des Finances, les délibérations portant sur :

- le budget de la commune ;
- les emprunts à contracter, les garanties à consentir ;
- les acceptations ou refus de dons et legs comportant des charges ou une affectation spéciale ;
- le transfert de crédits de chapitre à chapitre ;
- la fixation dans le cadre des lois et règlements en vigueur du mode d'assiette, des tarifs, redevances et droits perçus au profit de la commune;
- les acquisitions, aliénations, échanges portant sur les immeubles du domaine privé de la commune.

Le Ministre chargé de la Décentralisation et le Ministre chargé des Finances peuvent déléguer, par arrêté conjoint, leurs pouvoirs d'approbation aux autorités administratives locales.

Article 33 : Ne sont exécutoires qu'après approbation du Ministre chargé de la Décentralisation les délibérations portant sur :

- les transactions d'un montant supérieur à un taux qui sera fixé par arrêté conjoint des Ministres chargés de la Décentralisation et des Finances ;
- les dénominations des rues, places publiques et bâtiments publics ;
- les règlements généraux de voirie, de construction, et d'hygiène dans le cadre des lois et règlements en vigueur ;
- les décisions relatives au classement, déclassement et à l'affectation du domaine public communal ;
- le règlement intérieur du conseil municipal.

Le Ministre chargé de la Décentralisation peut déléguer son pouvoir d'approbation aux autorités administratives locales.

Article 34 : Les délibérations sont considérées comme approuvées vingt jours après leur dépôt au siège de l'autorité de tutelle, si elles n'ont pas fait l'objet d'une opposition de celle-ci. Ce délai est porté à quarante-cinq jours pour les délibérations visées aux articles 32 et 33 de la présente ordonnance.

TITRE II : LE MAIRE ET LES ADJOINTS

Chapitre I : La municipalité

Article 35 (nouveau) : Le maire et les adjoints forment la municipalité. Dans les trente (30) jours qui suivent l'élection des

conseillers municipaux, l'autorité de tutelle procède à la convocation du conseil municipal de la municipalité.

Article 36 (nouveau): Le maire est obligatoirement le premier inscrit sur la liste candidate ayant obtenu le plus grand nombre de voix exprimées.

Article 37 : Le nombre des adjoints est un, deux, trois, quatre ou cinq selon que le conseil municipal comprend neuf, onze, quinze, dix-sept, dix-neuf ou vingt et un membres.

Dans les communes divisées en plusieurs circonscriptions électorales, le nombre des adjoints sera fixé par décret prévu à l'article 5 de la présente ordonnance.

Article 38 (nouveau): Le conseil municipal élit, parmi ses membres, un ou plusieurs adjoints au Maire. L'élection a lieu au scrutin secret. La présidence de séance est assurée par le Maire.

Article 39 : Les adjoints sont élus en un seul tour à la pluralité des voix. Le nombre de suffrages obtenus détermine l'ordre des nominations qui pourra être précisé en cas d'égalité par l'âge et ensuite par l'ancienneté dans le conseil municipal.

Dans les communes divisées en plusieurs circonscriptions électorales, les adjoints sont élus selon les modalités fixées par le décret prévu à l'article 5 de la présente ordonnance.

Article 40 : En cas d'absence ou d'empêchement du maire, l'adjoint suivant l'ordre des nominations le remplace dans la gestion des affaires courantes.

Article 41 : Le maire et les adjoints sont élus pour la même durée que le conseil municipal.

Article 42 (nouveau) Les fonctions de maire et d'adjoints peuvent cesser par démission, suspension ou révocation. Les démissions des maires et adjoints ne sont définitives qu'après leur acceptation par le Ministre chargé de la Décentralisation ou, à défaut de cette acceptation, un mois après un nouvel envoi de la démission constatée par lettre recommandée. Par un vote à la majorité qualifiée des deux tiers (2/3), le conseil municipal peut démettre le maire et les adjoints. Ce vote ne peut cependant intervenir dans les douze mois qui suivent l'élection du maire et des adjoints. Le maire et les adjoints peuvent, après avoir été entendus et invités à fournir des explications écrites sur les faits qui leur sont reprochés, être suspendus par arrêté motivé du Ministre chargé de la Décentralisation. La suspension ne peut excéder deux mois. La révocation du maire et des adjoints est prononcée par décret motivé en conseil des ministres sur proposition du Ministre chargé de la Décentralisation, en cas de faute grave constatée par lui, après une mission d'enquête.

Article 43 (nouveau) : Lorsque le maire ou les adjoints ont cessé leurs fonctions, pour quelque cause que ce soit, le conseil municipal est convoqué par l'autorité de tutelle pour procéder à leur remplacement dans les 15 jours qui suivent.

Article 44 : Le maire est assisté, dans la gestion des affaires de la commune, par un bureau composé d'adjoints, de présidents de commissions et du secrétaire général de la municipalité, là où il existe.

Article 45 (nouveau) : Les conseillers peuvent percevoir une indemnité journalière. Les fonctions du maire et d'adjoints sont gratuites. Cependant, le conseil municipal peut allouer une indemnité de session dans la limite des barèmes fixés par arrêté du Ministre chargé de la Décentralisation. Le conseil municipal peut allouer au maire et aux adjoints, qui exercent leurs fonctions à temps plein, une indemnité de fonction dans les limites des barèmes fixés par arrêté du Ministre chargé de la Décentralisation.

Il est alloué au maire une indemnité de représentation qui sera fixée dans les mêmes conditions.

CHAPITRE II : Les compétences du maire

Article 46 : Le maire est l'exécutif de la commune. Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des délibérations du conseil municipal. IL administre la commune sous le contrôle du conseil municipal et de l'autorité de tutelle.

Le maire peut déléguer, par voie d'arrêté, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints ou à des agents de l'administration municipale.

Article 47 : Le maire exerce, au nom de l'Etat et sous le contrôle hiérarchique de son représentant, les attributions prévues à la section 2 du présent chapitre.

Il est membre de droit des commissions locales compétentes en matière d'affectation du domaine de l'Etat et de la police économique.

Article 48 (nouveau) : Le maire dirige les services municipaux, il peut être assisté par un secrétaire général de la municipalité nommé par arrêté du Ministre chargé de la Décentralisation.

Section 1 : Le maire, exécutif de la commune

Article 49 : Le maire représente la commune en justice dans tous les actes de la vie civile et administrative.

Article 50 : Le maire est responsable de l'exécution des délibérations du conseil municipal. A ce titre:

- il prépare et exécute le budget de la commune dont il est ordonnateur;
- il établit le compte administratif;
- il procède aux actes de location, vente, acquisition, partage, transaction, acceptation de dons et legs et de passation des marchés publics autorisés par la réglementation;
- il surveille la bonne exécution des marchés de travaux communaux;

- il établit les impôts, taxes et redevances communaux;
- il gère le personnel communal;
- il conserve et administre les biens du domaine public et du domaine privé de la commune.

Article 51 : Le maire est le chef hiérarchique du personnel municipal. IL nomme aux différents emplois.

Article 52 : Deviennent exécutoires dix (10) jours après leur transmission à l'autorité de tutelle, sauf opposition de celle-ci dans ce délai, les décisions du maire relatives:

- aux actes de location, vente, acquisition, partage, transaction, acceptation de dons et legs,
- passation des marchés publics;
- à la nomination, la révocation et la rémunération du personnel;
- à l'établissement des impôts, taxes et redevances;
- aux décisions prises par le maire en matière d'urbanisme, conformément à la législation en vigueur.

Les autres décisions du maire sont exécutoires dès leur publication ou notification. Elles sont annulées, en cas d'illégalité, par l'autorité de tutelle.

Article 53 (nouveau) : Tout conflit entre le maire et la majorité du conseil municipal est soumis à l'autorité de tutelle qui tranche.

L'autorité de tutelle définit des mécanismes, en dehors du processus électoral, pour éviter la paralysie du service public avec le respect du principe de la libre administration des collectivités territoriales.

Section 2 : Le maire, agent de l'Etat

Article 54 : Le maire assure, sous le contrôle de l'autorité administrative locale, l'exécution et l'application des lois, des règlements et de façon générale, de toutes décisions ou instructions des autorités supérieures.

Il est chargé notamment de la publication et de la notification des actes administratifs et de la légalisation des signatures.

Le maire est officier de police judiciaire (alinéa abrogé par l'Ordonnance n °2007-036 du 17 avril 2007 Portant institution du code de procédure pénale).

Article 55 : Le maire et les adjoints sont officiers d'état civil. Le maire est responsable du service de l'état civil de la commune.

Article 56 : Le maire dispose du pouvoir de police municipale. Sous le contrôle de l'autorité administrative locale, il assure le bon ordre, la salubrité, la tranquillité et la moralité publique sur le territoire communal.

Le maire ne peut apporter aux droits et libertés des personnes que les restrictions strictement nécessaires à la poursuite de ses buts.

Article 57 : Les services de l'Etat chargés de la police veillent à l'exécution des décisions prises par les autorités communales, notamment en matière de police municipale. En cas d'urgence, le maire peut demander l'assistance des services de l'Etat chargés de la police. Le représentant local de l'Etat en est immédiatement informé.

Article 58 : Les décisions du maire, agissant au nom de l'Etat, sont exécutoires dès leur publication ou notification. Elles sont immédiatement transmises à l'autorité administrative locale qui peut les annuler ou les modifier à tout moment.

Le représentant de l'Etat peut se substituer au maire en cas de nécessité.

TITRE III : LE REGIME FINANCIER DE LA COMMUNE

Article 59 (nouveau) : Le budget de la commune prévoit et autorise pour chaque année financière, l'ensemble des ressources et des charges de la commune. Il est voté en équilibre. La nomenclature et les modalités de présentation du budget seront fixées par arrêtés conjoints des Ministres chargés de la Décentralisation et des Finances.

Article 60 : L'année budgétaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Toutefois, une période complémentaire de quarante-cinq jours est accordée exclusivement pour payer les dépenses engagées avant la clôture de l'exercice.

CHAPITRE I : La préparation, le vote et l'application du budget

Article 61 : Le projet de budget est préparé par le maire; il est délibéré par le conseil municipal lors de la dernière session ordinaire de l'année. Le vote a lieu par chapitre et article.

Article 62 : Le projet de budget adopté par le conseil municipal est transmis pour approbation aux autorités de tutelle au plus tard le 30 novembre. IL est accompagné :

1. d'un rapport de présentation analysant et présentant toutes les caractéristiques du nouveau budget;
2. de toutes les pièces justificatives nécessaires.

Article 63 : Le projet de budget adopté par le conseil municipal est soumis à l'autorité administrative locale qui doit le transmettre par voie hiérarchique, avec ses avis et observations, au Ministre chargé de la Décentralisation.

Article 64 (nouveau): Si, pour une cause quelconque, le budget d'une commune n'aurait pas été approuvé au 1^{er} janvier, le Ministre chargé de la Décentralisation autorise l'exécution des dépenses sur la base du douzième provisoire des crédits votés l'année précédente ainsi que la perception des impôts, taxes et redevances aux taux fixés par l'exercice précédent. Cette autorisation est présentée par les mêmes formes, chapitre par chapitre et article

par article que le budget communal.

Article 65 : Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le 31 décembre de l'année précédant l'exercice budgétaire, l'autorité de tutelle, après mise en demeure adressée à la

municipalité et restée infructueuse pendant vingt jours, se substitue à elle et arrête le budget de la commune.

Article 66 : Dans le cas où les dépenses obligatoires ne sont pas inscrites pour un montant suffisant, l'autorité de tutelle, après mise en demeure de la municipalité restée infructueuse pendant vingt jours, apporte les modifications nécessaires et arrête le budget de la commune.

CHAPITRE II : Les ressources et les charges

Section 1 : Les ressources de la commune

Article 67 : Le budget de la commune est alimenté par les droits, impôts, taxes, revenus, dons et legs, subventions et redevances pour service rendu.

Le conseil municipal peut établir des centimes additionnels sur le principal d'impôts nationaux désignés dans la loi des finances et dans les limites qu'elle fixe. Ils sont assis et perçus dans les mêmes conditions que les impôts leur servant de base.

Article 68 : Les ressources de la commune comprennent des recettes ordinaires et des recettes extraordinaires. Les recettes ordinaires sont les centimes additionnels, les ristournes des impôts nationaux perçus sur le territoire de la commune, les taxes municipales, les recettes sans caractère fiscal, les recettes des services, les revenus du patrimoine de la commune et les redevances pour service rendu.

Les recettes extraordinaires sont les emprunts, les subventions et les recettes diverses.

Section 2 : Les charges de la commune

Article 69 : Les charges de la commune comprennent les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement.

Article 70 : Les communes contribuent au financement d'un fonds de solidarité intercommunal dans les conditions fixées par décret.

Article 71 : Les dépenses de fonctionnement se composent des droits exigibles, des dépenses d'administration municipale, des dépenses de sécurité, des dépenses des services municipaux et des dépenses diverses.

Les dépenses d'équipement sont constituées par :

- Les études et réalisations des équipements collectifs scolaires, sanitaires et urbains ;

- Les études et réalisations de tout projet local pouvant aider au développement de la **commune.**

La nomenclature type de ces différentes charges sera précisée selon les modalités prévues à l'article 62 de la présente ordonnance.

Article 72 : Les crédits correspondant aux dépenses d'équipement sont valables sans limitation de délai à condition que l'engagement des dépenses et le début d'exécution des travaux aient été exécutés avant la date du 31 décembre et sous réserve d'avoir fait l'objet d'un report de crédits.

CHAPITRE III : Exécution et contrôle

Article 73 : Le budget ne peut être modifié en cours d'année que selon la procédure suivie lors de son approbation et en respectant la nomenclature. Le transfert d'article à article à l'intérieur d'un même chapitre peut être fait par arrêté du maire.

Article 74 : Tout transfert de crédits de chapitre à chapitre doit être autorisé par le conseil municipal et soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Article 75 (nouveau) : Le maire, ordonnateur de budget communal, tient la comptabilité administrative des recettes et des dépenses. Il dresse le compte administratif qu'il soumet à la délibération du conseil municipal lors de la session précédent la session budgétaire.

Le compte est approuvé par arrêté conjoint des Ministres chargés de la Décentralisation et des Finances.

Article 76 (nouveau) : L'excédent dégagé par le compte de gestion est reporté en recettes au budget de l'exercice suivant. Ce compte est approuvé par arrêté des Ministres chargés de la Décentralisation et des Finances.

Article 77 : Les règles de la comptabilité publique applicables à la commune sont celles fixées par l'ordonnance 89.012 du 23 janvier 1989 portant règlement général de la comptabilité publique.

Article 78 : L'exécution du budget communal est soumise au contrôle financier selon les règles applicables au budget de l'Etat. Ce contrôle est effectué selon les modalités définies par la réglementation en vigueur.

Article 79 : Les fonctions de receveur municipal sont tenues par un comptable désigné par le ministre chargé des finances. Ce comptable dresse le compte de gestion qu'il soumet au conseil.

Article 80 : Les marchés de services, travaux et fournitures pour le compte de la commune sont passés dans les formes et conditions prévues au décret n° 93.011 du 10 janvier 1993 portant règlement des marchés publics.

Il est créé une commission municipale des marchés publics présidée par le maire et comprenant deux conseillers désignés par le conseil municipal et deux agents de l'Etat désignés par l'autorité administrative locale.

Article 81 : La commune est dispensée de droits de mutation sur les biens qui lui proviennent des dons et legs.

TITRE IV : LE DOMAINE DE LA COMMUNE

Article 82 : Le domaine de la commune comprend un domaine public et un domaine privé.

Article 83 : Le domaine public est constitué de :

1. Des biens immobiliers affectés au service public communal soit notamment :
 - les routes communales ;
 - les bâtiments de l'école maternelle et fondamentale ;
 - les dispensaires ;
 - les cimetières ;
 - les marchés ;
 - les parcs et jardins ;
 - les bâtiments des services municipaux ;
 - les équipements sportifs, culturels et religieux qui leur sont affectés.
2. Des biens classés dans le domaine public par une délibération du conseil municipal.

Article 84 : Le domaine public ne peut être aliéné. IL est imprescriptible. Il ne peut être hypothéqué ni être grevé de tout autre droit réel.

Un bien appartenant au domaine public ne peut être déclassé que s'il a cessé d'être affecté à un service municipal.

Article 85 : La commune peut acquérir, aliéner, échanger des biens appartenant à son domaine privé.

Article 86 : Le domaine privé de la commune est constitué par tous ses biens, meubles et immeubles, ne faisant pas partie de son domaine public.

Article 87 : L'expropriation pour cause d'utilité publique peut être prononcée au bénéfice d'une commune pour la réalisation d'un projet d'intérêt communal. La demande d'expropriation est présentée à l'autorité administrative compétente par le maire après autorisation du conseil municipal.

TITRE V : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A LA CREATION DES COMMUNES

Article 88 : Le mandat des conseillers municipaux d'une commune
Recueil des Textes 2022/DGCT avec l'appui

créée expire à la date du premier renouvellement général qui suit.

Article 89 : Une convention déterminant les biens et les services transférés à la commune est conclue entre les autorités représentant les collectivités publiques concernées et le

maire. Cette convention doit intervenir au plus tard à la fin du trimestre suivant l'élection du conseil municipal.

Article 90 : Le premier budget de la commune est adopté au plus tard à la fin de la session ordinaire suivant le transfert des biens et services.

TITRE VI : L'AUTORITE DE TUTELLE

Article 91 (nouveau) : Le Ministre chargé de la Décentralisation exerce la tutelle des communes. Il peut déléguer certains de ses pouvoirs à une autorité administrative locale.

Article 92 : Le maire ou toute personne intéressée peut former un recours contre les décisions de l'autorité de tutelle dans les conditions fixées par le code de procédure civile, commerciale et administrative.

TITRE VII : LE REGIME ELECTORAL

Chapitre 1 : Les conditions requises pour être électeur

Article 93 : Le conseil municipal est élu pour cinq ans au suffrage universel direct, libre et secret.

Les dispositions du présent article ne sont applicables qu'au prochain renouvellement général.

Article 94 : Sont électeurs tous les citoyens mauritaniens des deux sexes, âgés de 18 ans accomplis, jouissant de leurs droits civiques et politiques inscrits sur la liste électorale et pouvant justifier d'une durée de résidence dans la commune d'au moins six mois. Cette dernière condition n'est pas applicable aux fonctionnaires et agents de l'Etat mutés dans la commune dans les derniers mois.

Article 95 : Est présumé résident, toute personne ayant acquitté une taxe ou un impôt lié à la propriété ou à l'habitation depuis deux ans.

Article 96 : Ne peuvent être inscrits sur la liste électorale :

- les personnes condamnées pour crime ;
- les personnes condamnées pour délits à plus de trois ans d'emprisonnement sans sursis ou à une peine d'emprisonnement supérieure à six mois avec sursis;
- les faillis non réhabilités ;
- les personnes ne jouissant pas de toutes leurs facultés mentales.

CHAPITRE II : Les listes électorales

Section 1 : L'établissement des listes électorales

Article 97 : La liste électorale est établie, sur la base des recensements administratifs actualisés, par une commission de quatre membres, présidée par le préfet dont relève territorialement la commune et comprenant un magistrat.

Le magistrat est nommé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur et de la Justice. Les quatre membres sont désignés par décision du gouverneur.

La minute de la liste électorale est déposée au secrétariat de la région et les copies de cette liste sont déposées au secrétariat de la préfecture.

Article 98 : Sont inscrites sur la liste électorale de la commune, les personnes ayant satisfait aux conditions de résidence au sens des articles 94 et 95.

Article 99 : L'inscription sur la liste électorale est de droit dès lors que l'électeur remplit les conditions fixées à l'article 94 de la présente ordonnance à la fin de la période d'établissement ou de révision de la liste électorale.

Article 100 : La liste électorale est révisée chaque année. La période de révision est ouverte du 1er octobre au 31 décembre. Il est créé dans chaque commune une commission administrative chargée de la révision de la liste électorale.

Article 101 : Elle est composée d'un magistrat président, de l'autorité administrative locale, du maire et d'un conseiller. Le magistrat est nommé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Intérieur et de la Justice et le conseiller est désigné par le conseil municipal. Cette commission statue sur les demandes d'inscription et de radiation. Ses décisions sont publiées le 20 Janvier. Elles peuvent être attaquées par toute personne intéressée devant les juridictions compétentes.

Article 102 : En cas de besoin et par arrêté du Ministre de l'intérieur, avant chaque élection une période de révision extraordinaire qui ne peut excéder trois mois est ouverte avant la date du scrutin.

La commission administrative prévue aux articles 100 et 101 statue sur les demandes d'inscription et de radiation.

La révision de la liste est close 30 jours avant le scrutin.

Les décisions de la commission sont publiées et peuvent être attaquées dans les conditions prévues à l'article 101. Les listes électorales sont publiées au plus tard 20 jours avant les élections.

Article 103 : Sont radiés de la liste électorale, les électeurs décédés, ceux

qui ont perdu la qualité d'électeurs et ceux qui sont inscrits sur la liste électorale d'une autre commune. Les propositions de radiation sont présentées à la commission administrative par l'autorité administrative locale, le maire ou toute personne intéressée.

Article 104 : Nul ne peut être inscrit sur deux listes électorales. Dans sa demande d'inscription, un électeur déjà inscrit sur une liste électorale indique le nom de la commune où il est déjà inscrit. La commune en informe la commune où l'électeur est déjà inscrit.

Article 105 : Toute personne qui remplit les conditions fixées à l'article 104 de la présente ordonnance et qui a été radiée à tort par la commission administrative ou n'a pas été inscrite peut être autorisée à voter par décision du président du tribunal départemental après la période de clôture de révision de la liste électorale dans un délai qui expire dix jours avant le premier tour des élections.

Section 2 : Les cartes électorales

Article 106 (nouveau) Une carte électorale est délivrée à tout électeur inscrit sur la liste électorale sur présentation de la carte d'identité nationale.

Les cartes électorales, une fois établies, sont distribuées dans la commune par l'autorité publique chargée de l'organisation des élections ci-après dénommée « Commission Electorale nationale Indépendante », en abrégé « CENI ».

Elles doivent comporter obligatoirement :

- les noms, prénoms, date et lieu de naissance ainsi que la résidence de l'électeur ;
- le numéro d'inscription de l'électeur sur la liste électorale de la localité où l'électeur doit voter ;
- un emplacement où est indiqué le bureau de vote où l'électeur doit voter.

Article 107 : Les cartes électorales sont distribuées aux électeurs par les soins de la commission administrative ou de ses représentants au niveau du bureau de vote. Cette distribution doit être achevée cinq jours avant le jour du scrutin. Les cartes électorales qui n'ont pu être remises à leurs titulaires font retour à la commission. Elles y sont conservées à la disposition des intéressés jusqu'au jour du scrutin inclus si la municipalité constitue l'unique bureau de vote.

Dans les municipalités où existent plusieurs bureaux de vote, les cartes sont remises le jour du scrutin au bureau de vote intéressé et y sont tenues à la disposition de leurs titulaires.

Dans l'un ou l'autre cas, elles ne peuvent être délivrées à l'électeur que

sur la vue de pièce d'identité. Procès-verbal de cette opération sera dressé, signé par le titulaire et paraphé par les membres du bureau.

Les cartes non retirées sont comptées par les membres du bureau et mentionnées dans le procès-verbal des opérations de vote. Ces cartes sont mises sous pli cacheté portant

l'indication de leur nombre et ce pli, paraphé par les membres du bureau, est déposé auprès de la commission.

L'électeur régulièrement inscrit sur la liste électorale qui n'est pas en possession de sa carte d'électeur, soit parce qu'elle est perdue, soit parce qu'elle n'a pas été délivrée, doit être admis à voter sur présentation de sa carte d'identité nationale.

CHAPITRE III : Les candidatures

Article 108 : Sont éligibles sous réserve des dispositions de l'article 96 de la présente ordonnance les citoyens mauritaniens hommes et femmes âgés de 25 ans accomplis. Un candidat ne peut se présenter que dans une circonscription électorale et sur une seule liste.

Article 109 : Les listes de candidats ne doivent, en aucun cas, être composées sur des bases ethniques, tribales ou ayant un caractère particulier ou sectaire.

Article 110 (nouveau) : Les cas d'inéligibilité absolue sont les suivants :

- Les personnes privées de leurs droits civils **et politiques** ;
- les personnes qui ont été condamnées pour corruption ou fraude Electorale ;
- les faillis non réhabilités ou les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes naturalisées depuis moins de (10) dix ans.

Les cas d'inéligibilité relative sont les suivants :

- Le Président et les membres du Haut Conseil de la Fatwa et des Recours Gracieux ;
- le Président et les membres de l'autorité publique chargée de la gestion des Elections, dénommée «Commission Electorate Nationale indépendante», en abrégé « CENI » ;
- l'Inspecteur général et les inspecteurs d'Etat et, en général, les fonctionnaires chargés d'une mission de contrôle administratif interne ;
- le Président et les membres de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel (HAPA) ;
- les Magistrats en exercice;
- les membres des forces armées et de sécurité en service ;
- les fonctionnaires d'autorité servant dans la Wilaya à laquelle appartient la commune ;
- le Trésorier général ;
- le Directeur des Impôts ;
 - le Directeur des douanes ;
 - le Directeur des domaines ;
- le Président et les membres des institutions chargées de la

- régulation des services ;
- les personnes redevables vis-à-vis des impôts ;
- les Directeurs des services régionaux de l'Etat et des établissements publics, dans le ressort des circonscriptions dans lesquelles ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins de six mois ;
- Les employés affectés en vertu de leurs fonctions à la tenue et au contrôle des comptes de la commune ;
- toute personne chargée de fonctions de tutelle communale ou à qui elles peuvent être déléguées;
- Les agents salariés de la commune.

Il est interdit aux fonctionnaires et agents prévus à l'alinéa ci-dessus d'exercer toute activité politique, de participer aux campagnes électorales, aux réunions politiques, de prendre des positions publiques et d'utiliser les moyens de l'Etat et des personnes publiques à des fins électorales ou politiques.

Toutefois, pour les directeurs des services régionaux de l'Etat et des établissements publics et les agents salariés des communes, l'interdiction d'exercer toute activité politique, ou de participer aux réunions politiques ne s'applique que pendant les périodes électorales et dans le ressort de la circonscription où ils exercent leurs fonctions.

En cas d'infraction aux dispositions de l'alinéa précédent, ces personnes seront punies des sanctions pénales prévues à l'article 131, alinéa 3 ci-dessous.

Article 111 (nouveau) : Les fonctions de conseiller municipal sont incompatibles avec les fonctions énumérées à l'article 110, alinéa 3 ci-dessus.

Nul ne peut être membre de plusieurs conseils municipaux.

Article 112 (nouveau) : Tout conseiller municipal se trouvant dans l'un des cas d'inéligibilité ou d'incompatibilité visés aux articles 110 et 111 ci-dessus est considéré comme démissionnaire de fait par l'autorité de tutelle, sauf recours à la Chambre administrative de la Cour suprême.

Article 113 (nouveau): Les candidatures sont faites au nom des partis politiques légalement reconnus. La déclaration de candidature est libellée sur papier à entête du parti politique. Elle doit être signée par les candidats eux-mêmes en présence du représentant local de la CENI et comporte :

- le cas échéant, le titre donné à la liste;
- les noms, prénoms, âges et domiciles des candidats ;
- le nom du représentant appelé mandataire.

Le conseiller municipal qui démissionne de son parti en cours de mandat perd *ipso facto* son siège. Il est procédé à son remplacement dans les formes prévues par la loi.

Chaque parti présentant une liste candidate doit choisir une seule couleur d'impression de ses bulletins, affiches et circulaires différente des couleurs des listes présentées par les autres partis. Au cas où le parti politique concerné a plusieurs couleurs ou logos, il choisira le plus dominant. Couleurs et signes ne doivent en aucun cas rappeler l'emblème national.

Article 114 (nouveau) : Les listes ainsi constituées sont déposées auprès du représentant local de la CENI, après versement des cautions au Trésor Public, entre le soixantième jour et le cinquantième jour précédant le scrutin.

Un récépissé provisoire est délivré après versement des cautions.

Un registre spécial est tenu pour l'enregistrement de toutes les listes reçues avec l'indication de la date et de l'heure de leur réception.

Après validation, un récépissé définitif est délivré par la CENI.

Les noms des candidats auxquels un récépissé définitif a été délivré sont immédiatement portés à la connaissance des électeurs par voie d'affiche. Aucun retrait de candidature n'est admis après ce dépôt.

Toutefois, en cas de décès, le mandataire de la liste est tenu de la compléter avant l'ouverture du scrutin.

Article 115 (nouveau) : La CENI est chargée de contrôler la validité des listes candidates avant le quarantième jour précédant l'élection.

Les décisions de la CENI sont susceptibles de recours dans un délai maximum de huit jours devant la Cour Suprême qui statue en dernier ressort.

Article 116 : La campagne électorale est ouverte 15 jours avant l'ouverture du scrutin. Elle est close à la veille de celui-ci à zéro heure.

Article 117 (nouveau) : La CENI veille à la régularité et au bon déroulement des opérations électorales, elle organise les bureaux de vote et les opérations de dépouillement et en proclame les résultats.

Article 118 (nouveau): Tout mandataire d'une liste candidate a le droit d'arguer de la nullité des opérations électorales. La réclamation doit être déposée auprès de la CENI au plus tard huit jours après la proclamation des résultats. Celle-ci statue dans un délai de huit jours à compter de sa saisine.

Ses décisions sont susceptibles de recours en dernier ressort près de la cour Suprême, qui doit statuer dans un délai de 30 jours à compter de sa saisine.

CHAPITRE IV : Le

scrutin

Article 119 (nouveau): Les électeurs sont convoqués par décret.

La publication du décret doit se faire ou moins soixante (60) jours avant les élections.

Le scrutin ne dure qu'un seul jour. Il est ouvert et clos aux heures fixées par le décret de convocation des électeurs.

Les membres des forces armées et de sécurité sont inscrits sur la liste électorale et votent le jour précédent le jour du scrutin fixé dans le décret convoquant le collège électoral.

Il est procédé immédiatement et sans désenclaver au dépouillement de l'ensemble du scrutin à l'expiration du temps imparti ou vote conformément à la réglementation en vigueur. Le dépouillement est public.

Article 120 : L'élection se déroule aux scrutins de listes. Il n'est pas admis de liste incomplète.

Article 121 : Toute liste candidate à l'élection municipale devra déposer une caution de 20 000 ouguiya par candidat. Cette caution ne sera remboursée qu'au profit des listes ayant totalisé plus de 10% des suffrages exprimés.

Article 122 : L'électeur doit choisir librement une liste sans vote préférentiel ni panachage.

Article 123 (nouveau): Le scrutin sera un scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour. La répartition des sièges à pourvoir se fait à la représentation proportionnelle avec utilisation du quotient électoral et attribution du reste des sièges selon le système du plus fort reste des voix obtenues par les listes.

Les candidats sont déclarés élus suivant leur ordre d'inscription sur les listes.

Article 124 : Un décret fixera les modalités du déroulement de la campagne électorale et précisera l'organisation matérielle des élections concernant notamment la constitution des bureaux de vote et la

transmission des résultats.

TITRE VIII : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'AGGLOMERATION DE NOUAKCHOTT

Article 125 : La commune de Nouakchott est soumise aux règles du droit commun, sous réserve des dispositions qui suivent.

Article 126 : Le conseil municipal de Nouakchott comprend trente-sept (37) membres. Le maire est assisté d'autant d'adjoints qu'il y'aura de circonscriptions électorales.

Article 127 : La commune de Nouakchott est divisée en circonscriptions électorales dont la délimitation et le nombre sont fixés dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente ordonnance.

Article 128 : Pour chaque circonscription électorale, un adjoint est élu par le conseil municipal parmi les conseillers municipaux de la circonscription. Il exerce, par délégation, les attributions que le maire lui confie.

Article 129 : Les dispositions du présent titre ne sont applicables qu'au prochain renouvellement des mandats.

TITRE IX : DISPOSITIONS PENALES

Article 130 : Sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, d'une amende de 6 000 à 60 000 ouguiya, ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui aura réclamé et obtenu une inscription sur deux ou plusieurs listes, qui se sera fait inscrire sous de faux noms ou de fausses qualités ou aura, en se faisant inscrire, dissimulé une incapacité prévue par la loi.

Article 131 En dehors des cas spécialement prévus par les dispositions des lois et décrets actuellement en vigueur, quiconque, soit dans une commission administrative ou municipale, soit dans un bureau de vote, soit dans les bureaux de mairie ou de l'administration locale, avant, pendant ou après un scrutin, par inobservation volontaire des dispositions ayant force législative et des textes en vigueur ou par tous actes frauduleux, violé ou tenté de violer le secret de vote, porté atteinte ou tenté de porter atteinte à la sincérité, empêché les opérations du scrutin, ou qui aura changé ou tenté de changer le résultat, sera puni d'une amende de 7 200 à 36 000 ouguiya et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le délinquant pourra, en outre, être privé de ses droits civiques pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Si le coupable est fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire,

agent ou préposé du gouverneur ou d'une administration publique, où chargé d'un ministère de service public, la peine sera portée au double.

Article 132 : Ceux qui, à l'aide de déclaration frauduleuse ou de faux certificats, se seront fait inscrire ou auront tenté de se faire inscrire indûment sur une liste électorale, ceux qui, à l'aide des mêmes moyens, auront fait inscrire ou rayer, tenté de faire inscrire ou rayer indûment un citoyen, et les complices de ces délits seront passibles d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende 4 000 à 40 000 ouguiya ou de l'une de ces deux peines seulement. Les coupables pourront, en outre, être privés pendant deux ans de l'exercice de leurs droits civiques.

Article 133 (nouveau) : Quiconque par des dons ou libéralités en argent ou en nature, par des promesses ou faveurs d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers, faits en vue d'influencer le vote d'un ou plusieurs électeurs, aura obtenu ou tenté d'obtenir leur suffrage, soit directement soit par l'entremise d'un tiers sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 24 000 à 240 000 ouguiya, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En plus, il sera puni d'interdiction du droit électoral et il lui sera interdit d'occuper toute fonction ou emploi public pendant au moins cinq et dix ans au plus.

Sera puni des mêmes peines quiconque aura déterminé ou tenté de déterminer un ou plusieurs électeurs à s'abstenir ou aura agréé ou sollicité les mêmes dons ou promesses.

Les peines prévues au présent article seront portées au double lorsque les dons, libéralités, promesses ou faveurs sont agréés ou sollicités d'une partie étrangère.

Article 134 : Ceux qui, par voies de fait, violences ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé ou auront tenter de le déterminer à s'abstenir de voter, ou auront influencé ou tenter d'influencer son vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 10 000 à 180 000 ouguiya, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 135 : Quiconque, étant chargé dans un scrutin de recevoir, compter, dépouiller les bulletins contenant les suffrages des citoyens, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 18 000 à 180 000 ouguiyas, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 136 : Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux

ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné les suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 5 000 à 100 000 ouguiya.

Article 137 : Quiconque, par attroupements, clameurs ou démonstrations menaçantes, aura troublé les opérations d'un bureau de vote, porté atteinte à l'exercice du droit électoral ou à

la liberté du vote, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 48 000 à 240 000 ouguiya.

En plus, il sera interdit du droit de vote et d'être éligible pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Article 138 : Toute irruption dans un bureau de vote, consommée ou tentée avec violence en vue d'empêcher un choix, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 48 000 à 240 000 ouguiyas.

Si les coupables étaient porteurs d'armes ou si le scrutin a été violé, la peine sera la réclusion.

Article 139 : Les membres d'un collège électoral qui, pendant la réunion, se sont rendus coupables d'outrages et de violences, soit envers le bureau, soit envers un de ses membres, ou qui, par des voies de fait ou menaces, auront retardé ou empêché les opérations électorales, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 10 000 à 144 000 ouguiya.

Si le scrutin a été violé, l'emprisonnement sera d'un an à cinq ans, et l'amende de 72 000 à 360 000 ouguiyas.

Article 140 : L'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 48 000 à 240 000 ouguiya.

Si cet enlèvement a été effectué en réunion avec violence, la peine sera la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans.

Article 141 : La violation du scrutin faite, soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'autorité préposée à la garde des bulletins non encore dépouillés, sera punie de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans.

Article 142 : Sera punie des peines portées à l'article 138 ci-dessus toute fraude dans la délivrance ou la production d'un certificat d'inscription ou radiation des listes électorales.

Article 143 : L'action publique intentée en vertu des articles précédents est prescrite, conformément aux dispositions du code de procédure pénale.

TITRE X : **DISPOSITIONS GENERALES**

Article 144 : Des décrets et arrêtés fixeront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente ordonnance.

Article 145 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance, et notamment l'ordonnance 86-134 du 13 août 1986, instituant les communes.